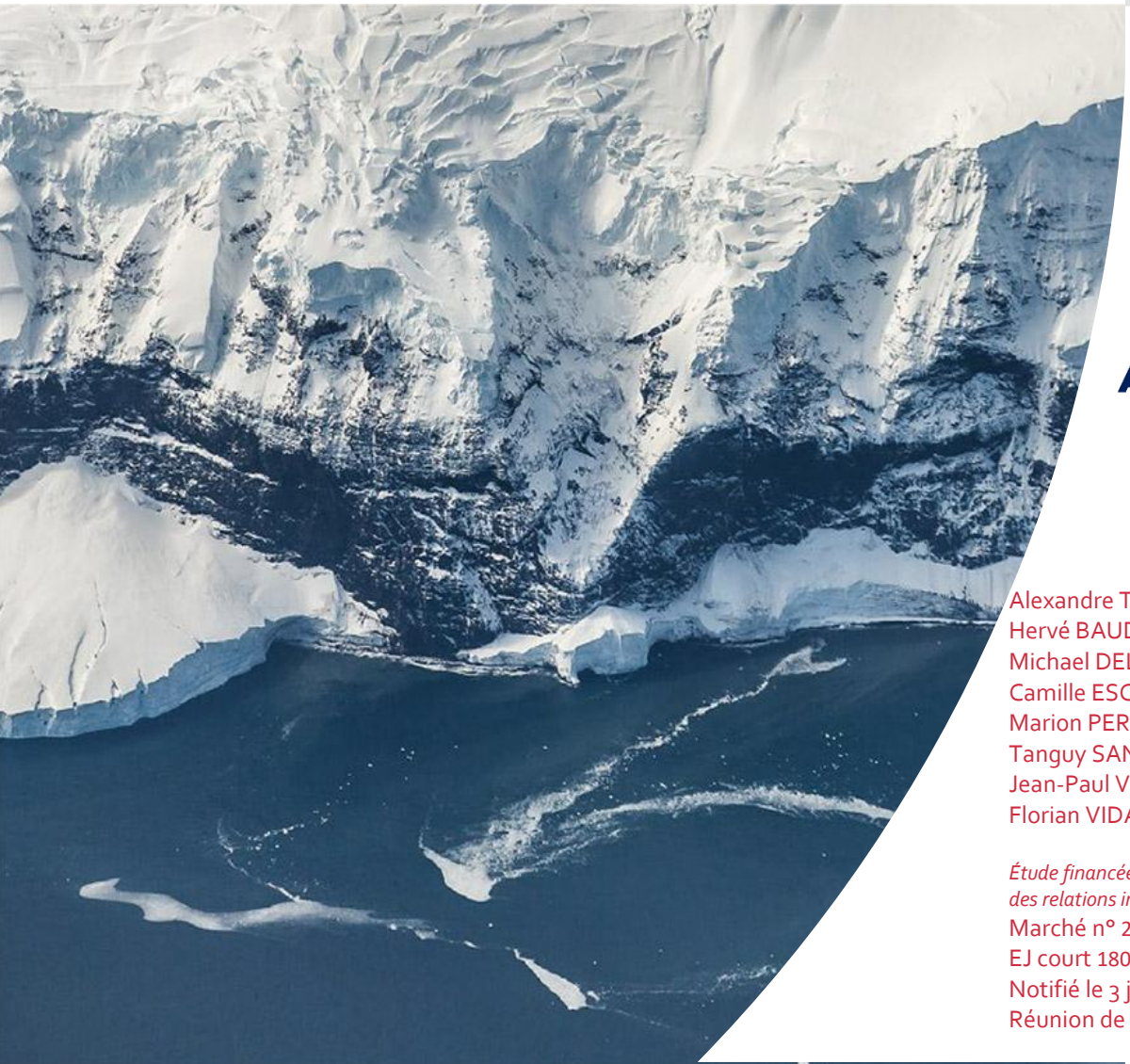
Observatoire de l'Arctique

— Bulletin mensuel

Novembre 2025

Bulletin
N° 67



Alexandre TAITHE (coord.)
Hervé BAUDU – Émilie CANOVA –
Michael DELAUNAY –
Camille ESCUDE-JOFFRES –
Marion PERNOT-DEVAL –
Tanguy SANDRE — Julia TASSE –
Jean-Paul VANDERLINDEN –
Florian VIDAL – Magali VULLIERME

Étude financée par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie
Marché n° 2022 1050 132 841
EJ court 180 007 16 30
Notifié le 3 janvier 2023
Réunion de lancement : 1er février 2023

Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS)
55 rue Raspail 92300 Levallois-Perret
Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 26 février 1993

WWW.FRSTRATEGIE.ORG | MAIL : CONTACT@FRSTRATEGIE.ORG
SIRET 394 095 533 00060 | TVA FR74 394 095 533 | CODE APE 7220Z

Sommaire

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande 3
Norvège – Suède – Finlande – Russie 5
États observateurs et Union européenne 7
Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques 10
Questions militaires, industrielles et technologiques 12
Publications des instituts de recherche 15
Trafic maritime – Sécurité maritime 15

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande :
Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC),

Bloc Nordique et Russe :
Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc États Observateurs et UE :
Alexandre Taithe (FRS), Marion Pernot-Deval (FRS), avec Émilie Canova (Université de Cambridge), Camille Escudé-Joffres (CERI)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques :
Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel :
Alexandre Taithe (FRS), Marion Pernot-Deval (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Blocs Publication des centres de recherche et Think Tanks :
Alexandre Taithe (FRS), Marion Pernot-Deval (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime :
Hervé Baudu (ENSM)

Avertissement

Les opinions et analyses exprimées dans ce livrable n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne sauraient représenter ou traduire une prise de position de l'organisme du ministère des Armées pilote de l'étude, de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou du ministère des Armées.

Disclaimer

The opinions and analyses expressed in this document are the sole responsibility of the authors. They do not represent or reflect the position of the organization of the Ministry of the Armed Forces conducting the study, the Directorate *General of International Relations and Strategy or the Ministry of the Armed Forces.*

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux **États-Unis**, la garde nationale, l'armée de terre et les gardes-côtes ont été mobilisés pour évacuer des centaines de civils de la côte ouest de l'Alaska suite aux importantes inondations engendrées par le typhon Halong dans la région du Yukon-Kuskokwim Delta, détruisant les habitations de plusieurs communautés isolées, notamment celles de Kipnuk et Kwigillingok. (*Task and Purpose*, 16 octobre 2025 ; Alaska Public media, 16 octobre 2025). Les présidents américain et finlandais ont signé le 9 octobre 2025 un protocole d'accord devant faciliter la construction de 11 brise-glaces moyens (*Arctic Security Cutters*) pour la garde côtière américaine, par deux chantiers navals finlandais, dont 4 le seront en dehors des États-Unis (*Arctic Today*, 13 octobre 2025 ; White House, 9 octobre 2025).

Selon Bloomberg, Nana Regional Corp., qui est l'une des 12 sociétés régionales autochtones à but lucratif créées en 1971 par l'*Alaska Native Claims Settlement Act* et qui profite à plus de 15 000 actionnaires Iñupiat, serait devenue un important sous-traitant de l'administration Trump au travers de sa division nommée Akima, qui a obtenu des contrats pour gérer ou fournir des services de sécurité liés à plusieurs centres de détention d'ICE la police de l'immigration, à plusieurs endroits des États-Unis y compris à Guantanamo Bay (*Bloomberg*, 23 octobre 2025).

Le vote d'une loi en commission des relations étrangères du Sénat américain devrait permettre de relancer un processus de nomination d'un ambassadeur chargé des affaires arctiques (*ambassador-at-large for Arctic affairs*), suite à l'ajout d'un amendement de la sénatrice de l'Alaska Lisa Murkowski, ceci faisant suite au refus d'avaliser le nom de Mike Sfraga comme ambassadeur nommé par Joe Biden (*Politico*, 23 octobre 2025).

Kirill Dmitriev, directeur du fonds souverain russe RDIF et envoyé spécial du président Vladimir Poutine, aurait proposé la construction d'un tunnel ferroviaire de 112 km reliant l'Alaska à la Russie sous le détroit de Béring pour un coût estimé à 8 milliards de dollars. Ce coût pourrait être financé par la Russie ainsi que par des partenaires internationaux. C'est ce même envoyé de Poutine qui tente une « offensive de charme » envers les États Unis dans l'Arctique selon Reuters (*Arctic Today*, 17 octobre 2025).

Au **Canada**, deux déversements d'eau contaminée ont encore eu lieu à la mine Eagle, reprise par PricewaterhouseCoopers (PwC), les 8 et 11 septembre 2025. Cela serait dû à une fuite dans le bassin de rétention du site minier, qui stocke des eaux contaminées. Cette fuite serait de « moins de 1 mètre cube » (Radio Canada, 22 septembre 2025). À Mayo-Tatchun, circonscription yukonnaise dont dépend la mine, les habitants affirment ne pas « *s'opposer à l'industrie minière* » mais demandent aux élus « *d'obliger les entreprises à opérer de la bonne manière* » (*Regard sur l'Arctique*, 24 octobre 2025). En parallèle, l'Office d'évaluation environnementale et socioéconomique du Yukon (YESAB) a recommandé d'autoriser la compagnie minière Gladiator Metals à étendre son activité d'extraction de cuivre près de Whitehorse. Le projet doit néanmoins remplir 24 conditions à respecter pour répondre aux inquiétudes des habitants de la région, dont les habitants de Cowley Creek et les membres des Premières Nations Kwanlin Dün, Ta'an Kwäch'än et Carcross-Tagish (*Regard sur l'Arctique*, 16 octobre 2025). Ce sujet prendra certainement de la place pendant les prochaines élections. En effet, une grande période électorale (provinciale/territoriale et municipale) est en cours au Canada. Mi-septembre, Maggie Emudluk a été élue présidente du Conseil régional de l'Administration régionale Kativik (ARK), Nunavik. Son mandat de trois ans se terminera en novembre 2027. Originaire de Kangiqsualujjuaq où elle a déjà été mairesse, Maggie Emudluk remplace Hilda Snowball qui a démissionné (Radio Canada, 11 septembre 2025). Aux Territoires-du-Nord-Ouest, Jackson Lafferty a été réélu grand chef des Tłı̨chǫs, face à Clifford Daniels, ancien chef de Behchokǫ̀. Dépendance et logement seront au coeur de son mandat (*Regard sur l'Arctique*, 1er Octobre 2025, 3 octobre 2025). Le 27 octobre 2025, les Nunavummiut se rendent aux urnes pour élire leurs représentants dans chacune des 22 circonscriptions du

territoire. P.J. Ageeagok, Premier ministre sortant du Nunavut, ne se représente pas. Crise du logement et question de sécurité et de souveraineté dans l'Arctique seront au centre des élections (Radio Canada, 22 septembre 2025). Le 3 novembre, ce sont les Yukonnais qui se rendront aux urnes pour élire leur prochain gouvernement territorial. Au Yukon, ce sont les thématiques de l'inflation, du logement et de l'alimentation qui sont à l'honneur (*Regard sur l'Arctique*, 7 octobre 2025).

Selon une étude conduite par Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), un département du gouvernement fédéral, en juillet et août dernier, les changements climatiques d'origine humaine ont doublé les risques de vagues de chaleur dans le sud des Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.). L'organisme indépendant *Climate Central* conclut sur les mêmes résultats pour le Yukon (Radio Canada, 18 septembre 2025). Le Nunavik a fait installer des capteurs sous-marins par des spécialistes et des plongeurs inuit spécialement formés pour cela pour récolter des mesures afin de faire reconnaître le record des plus hautes marées au monde. Ce record est détenu pour le moment par la Baie de Fundy, également située au Canada, en Nouvelle-Écosse. Selon l'étude de Makivvik, l'amplitude des marées dans la baie aux Feuilles atteint 16,35 m à son extrémité nord, comparativement à 15,85 m à Burntcoat Head, dans la baie de Fundy.

Le Service hydrographique du Canada étudie ces données (*Regard sur l'Arctique*, 16 septembre 2025). Enfin, Iqaluit a été choisie par le Conseil circumpolaire inuit (CCI) pour accueillir sa 15e Assemblée générale, qui se déroulera du 22 au 25 juillet 2026. Iqaluit avait déjà accueilli la troisième Assemblée générale du CCI en 1983. Organisées tous les quatre ans, ces Assemblées générales rassemblent 66 délégués inuit provenant du Groenland, de Tchoukotka, d'Alaska et du Canada, ainsi que des centaines de participants et d'observateurs (*Regard sur l'Arctique*, 16 octobre 2025).

En **Islande**, s'est tenue la conférence annuelle *Arctic Circle* du 16 au 18 octobre 2025, réunissant de nombreux chercheurs et représentants des États arctiques et non arctiques à Reykjavík. Cet événement a été l'occasion de réaffirmer le rôle du Conseil de l'Arctique, qui continue de fonctionner au travers de ses groupes de travail y compris avec les chercheurs russes, mais aussi via les accords légalement contraignants signés entre les États arctiques (voir également la rubrique Gouvernance) (*High North News*, 19 octobre 2025). Toutefois cette année, Mia Benett rapporte que les délégations officielles des États-Unis (du fait du *shutdown*) et de la Russie (ceci depuis 2011) étaient absentes, alors que la délégation chinoise était moins nombreuse que les années précédentes (CRYOPOLITICS, 21 octobre 2025). Cette conférence a également été l'occasion pour la Première ministre islandaise Kristrún Mjöll Frostadóttir d'affirmer que son pays ne laissera pas sans contrôle les activités menées par d'autres acteurs (notamment non arctiques) dans sa région en faisant référence au contexte sécuritaire et à la zone grise, tout en réaffirmant la solidité de la relation de l'Islande avec les États-Unis notamment en matière de défense (*High North News*, 22 octobre 2025).

L'Islande a d'ailleurs annoncé la signature avec l'Allemagne d'une déclaration d'intention bilatérale en matière de défense, afin de pouvoir renforcer la coopération entre les deux pays dans ce domaine dans le but d'améliorer la sécurité dans l'Atlantique Nord (Grapevine, 20 octobre 2025). La Finlande et l'Islande ont également l'intention de renforcer leur coopération en matière de défense, dans le cadre de l'OTAN mais aussi du NORDEFCO, suite à la signature d'un protocole d'accord sur le sujet entre la ministre islandaise des Affaires étrangères et le ministre de la Défense finlandais à l'occasion d'une visite en Finlande du président Islandais (*High North News*, 8 octobre 2025). Un accord de coopération non militaire a également été renouvelé avec le Groenland (RUV, 22 octobre 2025).

Au **Groenland**, alors que le Danemark a présenté ses excuses et prépare un plan d'indemnisation pour les femmes et filles victimes du programme de stérilisation forcée jusqu'en 1991 (*Sermitsiaq*, 22 octobre 2025), le conseil circumpolaire inuit organise fin octobre 2025, à Sisimiut, le premier Sommet des femmes inuites. Sa présidente, Sara Olvig, a souligné :

« *Nous sommes toutes profondément touchées par les politiques coloniales qui ont ciblé les femmes et les filles inuites* ». Plus largement, le Sommet portera sur trois thèmes : les droits et les rôles des femmes inuites, la prévention de la violence et l'amélioration de la sécurité, et le renforcement des capacités par la culture (*Eye on the Arctic*, 21 octobre 2025).

Au début du mois d'octobre 2025, le **Premier ministre, Jens-Frederik Nielsen, s'est adressé au Parlement européen à Strasbourg. Il a notamment souligné l'importance du partenariat avec l'UE et le potentiel de coopération accrue dans des domaines tels que les matières premières critiques et les énergies renouvelables** (voir la rubrique Gouvernance) (*High North News*, 9 octobre 2025). Le Fonds danois d'exportation et d'investissement (EIFO) a d'ailleurs annoncé accorder un prêt de 39 millions de couronnes à la société minière Green Roc, qui travaille à la réouverture de la mine de graphite d'Amitsoq, dans le sud du Groenland, qui a été exploitée pour la dernière fois entre 1915 et 1922 (*Sermitsiaq*, 22 octobre 2025). Toujours dans le sud, suite à l'abandon du projet de mine à Kuannersuit, le différend opposant le gouvernement groenlandais et la société minière australienne Energy Transition Minerals vient d'être tranché par un tribunal arbitral en faveur du gouvernement groenlandais. Le différend avait également été porté par la société australienne devant la Haute Cour du Groenland et le Tribunal de Copenhague, qui n'ont pas encore rendu leurs verdicts (DR, 29 octobre 2025).

Sur le plan de la défense, dans le cadre de leurs efforts pour renforcer leur présence dans l'Arctique, le Danemark et le Groenland ont convenu de construire un quai naval dédié à Nuuk (*Eye on the Arctic*, 14 octobre 2025). Toujours dans ce cadre là, un nouveau câble sous-marin d'une valeur de 3 milliards de couronnes est inclus dans un nouvel accord de défense, il viendra compléter les deux câbles existants et une infrastructure groenlandaise considérée comme très vulnérable (*Sermitsiaq*, 10 octobre 2025). Par ailleurs, Tusass, la société de télécommunications autonome du Groenland, a conclu un accord avec l'entreprise française Eutelsat afin d'assurer un meilleur accès à Internet dans des régions dépourvues de câbles sous-marins, à Tasiilaq et Ittoqqortoormiit à l'est et à Qaanaaq au nord. Si le territoire réfléchit à la libéralisation du marché des télécommunications, il a encore été affirmé récemment l'importance fondamentale que le contrôle des infrastructures critiques du Groenland soient assuré par le Groenland lui-même, alors qu'un partenariat avec Starlink, parfois pressenti, a été écarté (DR, 20 octobre 2025).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Mer de Barents : poursuite de tensions entre la Norvège et la Russie autour des accords bilatéraux sur les quotas de pêche

Lors d'un discours devant l'assemblée générale annuelle de Nord Fiskarlag (organisation professionnelle des pêcheurs norvégiens) qui s'est déroulée le 28 octobre 2025, Kristina Hansen, secrétaire d'État au ministère de l'Industrie et de la Pêche, n'a pas caché la difficulté des négociations avec la Russie sur les quotas de pêche pour 2026, tout en assurant que le dialogue était maintenu. Cette crise bilatérale, inédite depuis la mise en place de la commission mixte bilatérale des pêches au milieu des années 1970, reflète la dégradation continue des relations entre Oslo et Moscou.

Suite à l'application de nouvelles sanctions européennes concernant deux compagnies de pêche russes (cf. Bulletins n° 65 et 66), la Russie a annoncé que les navires norvégiens pourraient être interdits d'accès à la zone économique russe. Ces menaces ont créé une impasse diplomatique. Selon Sofie Dege Diimmen, responsable de la communication du ministère de l'Industrie et de la Pêche, la Norvège souhaite « *poursuivre la coopération en matière de*

gestion des pêches dans la mer de Barents » et espère « *trouver des solutions pour contribuer à une gestion durable* ».

Cependant, selon le rédacteur en chef du journal *Fiskeribladet*, Øystein Hage, le cabillaud serait en danger si la Russie devait se retirer de la commission mixte bilaterale. Pour Ø. Hage, « *si les Russes pêchent plus de cabillaud dans leur propre zone – qui est plus petit ; cela signifierait que l'on prélève plus de poisson lorsqu'il est plus jeune et en plus grand volume* ». Sur le long terme, « *cela affaiblirait le stock de cabillaud dans la région et menacerait l'économie locale dans le nord de la Norvège* » (*NRK*, 11 octobre 2025 ; 22 octobre 2025 ; *Fiskeribladet*, 28 octobre 2025).

Russie : Igor Rudenya, un faucon nommé à la tête du district fédéral du Nord-Ouest

Le 29 septembre, Igor Rudenya, gouverneur de la région de Tver depuis plus de neuf ans, a été nommé à la tête du District fédéral du Nord-Ouest suite à un oukaze présidentiel. Ce proche du pouvoir, âgé de 57 ans, a gravi les échelons de l'État fédéral après avoir été diplômé d'une académie militaire. Il est un fervent soutien de la guerre en Ukraine et entretient des liens étroits avec l'Église orthodoxe. Cependant, I. Rudenya est également sanctionné par l'UE et les États-Unis pour son implication présumée dans la déportation d'enfants ukrainiens. En outre, son discours est marqué par une rhétorique anti-occidentale virulente qui incarne la radicalisation en cours des élites politiques et administratives sur le territoire russe, en particulier en Arctique. Récemment, il a ainsi accueilli Dmitri Medvedev dans un camp de jeunesse paramilitaire pour promouvoir l'éducation « patriotique » (Communiqué de l'administration présidentielle de la Fédération de Russie, 29 septembre 2025 ; *thebarentsobserver*, 3 octobre 2025).

Svalbard : effort budgétaire du gouvernement norvégien

Dans le cadre des discussions budgétaires pour l'année 2026, le gouvernement norvégien s'engage à augmenter ses efforts financiers pour soutenir son archipel arctique. Parmi les mesures proposées, il est prévu de reprendre la responsabilité de l'approvisionnement énergétique de Longyearbyen, au Svalbard, actuellement assurée par les autorités locales depuis 2002. Le plan prévoit que la société d'État Store Norske Spitsbergen Kulkompani rachète la compagnie d'énergie Svalbard Energi. Cette reprise s'accompagnera d'une modernisation importante du système énergétique de la ville. De plus, l'État propose de débloquer 134 millions de couronnes norvégiennes (soit 11,5 millions d'euros) pour couvrir les coûts d'assainissement de l'ancienne centrale au charbon.

Un autre élément important du futur budget est le renforcement annoncé de la présence norvégienne sur l'archipel, avec des subventions supplémentaires pour les autorités locales (23,1 millions de couronnes, soit 1,95 million d'euros) et pour le gouverneur (8,1 millions de couronnes, soit 696 000 d'euros). Enfin, la recherche norvégienne bénéficie d'une augmentation de 50 millions de couronnes pour l'Institut polaire norvégien, ainsi que d'un financement sur dix ans (100 millions de couronnes par an, soit 8,5 millions d'euros) pour le projet de recherche « Polhavet 2050 », qui porte sur la recherche polaire et le renforcement des activités scientifiques au Svalbard (Budget de l'état pour l'année 2026 dedié au Svalbard, gouvernement du Royaume de Norvège, 15 octobre 2025 ; *High North News*, 16 octobre 2025).

Finlande : plainte des Sámis à l'ONU contre l'État finlandais

Le cabinet d'avocats international Hogan Lovells, basé à Londres, et le collectif des éleveurs de rennes de Muddusjärvi, dans la région du Lapland, ont porté plainte contre l'État finlandais devant les Nations unies à Genève. Ils l'accusent de multiples violations du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui menacent le mode de vie traditionnel des Sámis.

Les éleveurs, ayant épuisé l'ensemble des recours judiciaires disponibles en Finlande, dénoncent les coupes forestières massives de l'entreprise publique Metsähallitus. Ces forêts anciennes sont essentielles au pâturage hivernal des rennes, et la perte de près de la moitié de ces pâturages provoque la famine des troupeaux et met en péril la culture sámi. Un rapport commandé par la Commission finlandaise pour la vérité et la réconciliation confirme que l'exploitation forestière cause des préjudices cumulatifs considérables aux droits fondamentaux des Sámis. Si Metsähallitus affirme coopérer avec les éleveurs et gérer les ressources durablement, des chercheurs contestent cette affirmation.

Pour étayer leur dossier de plainte, les avocats s'appuient en particulier sur un précédent juridique de 2022 concernant des autochtones australiens pour établir la responsabilité de l'État. Cependant, le processus au sein du système onusien, déjà surchargé, pourrait s'annoncer particulièrement long et prendre jusqu'à cinq ans. Malgré l'incertitude, cette plainte est perçue comme une tentative cruciale pour faire pression sur le gouvernement et défendre les droits des peuples autochtones (*thebarentsobserver*, 14 octobre 2025).

Norvège : un projet pour un nouveau centre de données IA dans le comté du Nordland

Le 17 septembre 2025, Nscale, Aker et Microsoft ont signé un accord de cinq ans, d'une valeur de 6,2 milliards de dollars, pour la construction d'un centre de données IA. Microsoft aura ainsi accès à une grande puissance de calcul pour l'IA sur le continent européen, fournie par une nouvelle infrastructure située à Korgen, une petite commune proche de Narvik dans le comté du Nordland. Cette infrastructure sera alimentée entièrement par des énergies renouvelables. Ce projet, d'une capacité prévue de 250 MW (similaire au projet d'OpenAI, cf. Bulletin n° 66), prévoit son déploiement à partir de 2026. Aker Nscale a déjà obtenu des accords fonciers et énergétiques sur la zone concernée, qui est prévue pour un usage commercial.

Cependant, la réalisation du projet reste conditionnée par deux éléments clés : l'approbation du plan d'urbanisme par la municipalité de Hemnes et l'obtention d'un accès au réseau électrique. La société attend actuellement pour faire sa demande d'allocation d'électricité auprès de Statnett, l'opérateur du réseau norvégien. Si ce nouveau projet se matérialise, cela renforcerait la position de la Norvège comme un acteur clé dans le déploiement d'une infrastructure critique pour l'IA sur le continent européen (Communiqué d'Euronext Oslo Børs, 17 octobre 2025 ; *High North News*, 22 octobre 2025).

États observateurs et Union européenne

Discours d'Ursula von der Leyen lors du 77ème sommet du Conseil nordique : bientôt une nouvelle politique arctique européenne ?

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a prononcé un discours lors de la 77ème session du Conseil nordique à Stockholm le 28 octobre 2025 dans lequel elle **remet l'Arctique au centre de l'indépendance stratégique européenne et souligne le rôle clef des États nordiques dans la géopolitique arctique et européenne**. Au-delà du Groenland, elle mentionne également les intérêts économiques chinois dans la région, illustrés par le voyage du porte-conteneur *Istanbul bridge*, les menaces hybrides russes, les ressources en minéraux critiques et le changement climatique (*High North News*, 28 octobre 2025).

Elle affirme ainsi le rôle vital de la région pour l'Europe « *Make no mistake, the Arctic's economic strength is key to Europe's strategic independence* » tout en soulignant le besoin de protéger la région en combattant le changement climatique.

Pour ces raisons, la présidente de la Commission a annoncé qu'une révision de la politique arctique européenne était en cours afin de l'ajuster aux nouvelles réalités géopolitiques. En effet, la dernière politique date d'octobre 2021, soit quelques mois avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie qui a bouleversé l'équilibre géopolitique de l'Europe et de l'Arctique. (Commission européenne, 28 octobre 2025).

Cette annonce est surprenante alors que l'Arctique ne figurait ni dans le programme de la Commission ni dans celui de la présidence danoise de l'UE, et alors qu'il n'est plus discuté dans le groupe de travail du Conseil depuis 2022, mais reflète une nécessité géopolitique. L'Arctique est couvert par le même groupe du Conseil que la Russie et le partenariat oriental (le COEST) et depuis l'invasion n'a pas été à l'agenda, ce qui a notamment empêché l'adoption de conclusions du Conseil sur la dernière politique arctique européenne.

La Turquie réaffirme son implication dans les questions polaires

L'Académie turque des sciences (TÜBA) a publié en août dernier *Science Diplomacy for Global Challenges*, un ouvrage rassemblant plusieurs contributions autour de la diplomatie scientifique. Ce livre offre une vue d'ensemble sur diverses problématiques internationales auxquelles la Turquie souhaite activement participer, notamment les enjeux polaires. L'article vise avant tout à mettre en lumière le développement des sciences polaires en Turquie. Une nette progression du nombre de publications est observée entre 2016 et 2021, suivie d'une relative stabilisation depuis 2022. S'y ajoute une diversification des thématiques de recherche : aux sciences de la Terre et de l'espace, longtemps prédominantes jusqu'en 2023, se sont progressivement ajoutées les sciences de la vie, les sciences physiques et les sciences sociales.

Le Programme national des sciences polaires 2018-2022 illustre la volonté politique et scientifique de la Turquie dans le domaine polaire, ambition renouvelée avec la Stratégie nationale des sciences polaires 2023-2035. L'intérêt de la Turquie pour l'Arctique se renforce, tant par la candidature de la Turquie au statut d'Observateur auprès du Conseil de l'Arctique, que par sa ratification du Traité de Paris sur le Svalbard en 2023. La présidence turque prévoit l'installation d'une station de recherche nationale, très probablement à Ny-Alesund.

Participation de Singapour à l'Arctic Circle Assembly 2025

La ministre d'État singapourienne Gan Siow Huang a participé à l'Arctic Circle Assembly à Reykjavik du 15 au 18 octobre 2025. Lors de la séance plénière d'ouverture, elle a souligné les conséquences globales du réchauffement arctique et présenté les mesures d'adaptation menées par Singapour, telles que la protection côtière et la restauration des récifs coralliens. De plus, elle a souligné l'implication de Singapour dans les groupes de travail du Conseil de l'Arctique et ses coopérations scientifiques avec la région, notamment **les recherches menées au Groenland par l'Université nationale de Singapour sur la surveillance des glaciers continentaux de ce territoire.**

En marge de l'événement, elle a également échangé avec plusieurs responsables internationaux, dont la ministre islandaise des Affaires étrangères, le président de l'*Arctic Circle* et la présidente du *Polar Dialogue*, ainsi qu'avec des représentants norvégiens et canadiens afin d'aborder les évolutions dans l'Arctique et les perspectives de coopération. Ce faisant, Singapour réaffirme son intérêt pour l'Arctique et son engagement politique dans la région (ScandAsia).

Confirmation des ambitions arctiques sud-coréennes

La Corée du Sud a annoncé la création d'une division gouvernementale dédiée au transport maritime arctique d'ici la fin de l'année et devrait lancer des opérations pilotes

dès l'été prochain. Ce projet s'inscrit dans le plan du Président Lee de relancer économiquement les ports du sud du pays, en difficulté, comme Busan et Ulsan, en les transformant en hubs du commerce maritime arctique.

Les volumes de transport arctique restent encore actuellement limités par rapport aux routes commerciales existantes (les canaux de Suez et de Panama), mais la Corée du Sud considère que le développement de ces routes pourrait arriver plus rapidement que prévu. Le fait est que la Russie, la Chine et plus récemment les États-Unis investissent déjà dans le domaine et que, par conséquent, les projets de la Corée du Sud feront probablement face à une forte concurrence, dont celle du port chinois de Shanghai.

Dans ce contexte, les compétences navales sud-coréennes constituent un atout. Le pays possède une solide expertise en ingénierie et en construction navale. Les chantiers navals du pays, Hanwha Ocean et Samsung Heavy Industries, ont construit une grande partie des pétroliers et méthaniers à coque renforcée Arc7 au monde, principalement pour des projets russes. Dernièrement, Newnew Shipping Line, un opérateur chinois de porte-conteneurs, prévoit cinq Arc7 pour un service arctique annuel, et le contrat pourrait bien être attribué à un chantier naval sud-coréen.

De fait, un certain nombre de voyages de porte-conteneurs via l'Arctique ont inclus des escales dans des ports sud-coréens, notamment Busan, et pratiquement tout le trafic arctique provenant d'Asie est passé à proximité de la péninsule coréenne. Ainsi, les politiques sud-coréens estiment que les premiers effets de ce développement pourraient être visibles dès cinq ans (*Hight North News*).

Inde-Russie : une collaboration toujours plus étroite à prévoir

Une visite du Président Poutine en Inde est prévue pour fin décembre. Cette rencontre devrait comprendre un volet sur la coopération en l'Arctique, par une éventuelle participation de l'Inde à la Route maritime du Nord (NSR), en se concentrant sur la connectivité et le développement des ressources. Ce sommet annuel devrait aboutir à des résultats concrets selon la presse (*The Economic Times*).

L'Inde dispose d'une petite présence permanente dans l'Arctique, grâce à la station de recherche *Himadri*, au Svalbard, mais elle souhaite étendre son influence afin de pouvoir exploiter également les vastes ressources naturelles de la région. De plus la collaboration avec la Russie n'est pas nouvelle, lors de la visite du Premier ministre Narendra Modi à Moscou en juillet 2024, les discussions ont porté sur des projets conjoints de construction navale arctique, la formation de marins indiens à la navigation polaire, et la rédaction d'un protocole d'accord pour la coopération dans le transport de marchandises le long de la NSR (NDTV).

L'Italie développe une nouvelle stratégie pour le Grand Nord

L'Italie a décidé de mettre à jour sa stratégie pour le Grand Nord. Le Sous-Comité Arctique de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés italienne a commencé à travailler sur le sujet. L'objectif du Parlement est d'étendre son cadre analytique aux nouveaux défis géopolitiques, économiques et climatiques émergents dans l'Arctique. La région est présentée comme étant devenue l'une des plus stratégiques de la planète, et la présence croissante de la Russie et de la Chine est perçue comme un enjeu de sécurité.

L'Italie semble percevoir le développement des routes du Grand Nord comme risquant d'induire une marginalisation de la Méditerranée. **Les Parlementaires italiens voient ainsi une continuité ou des liens entre la stratégie indopacifique de l'Italie et sa future stratégie arctique.** Certes, ces axes permettent de réduire le temps et les coûts entre l'Asie et l'Europe et d'amoindrir les dépendances à Suez et Malacca (Decode 39), mais le transport

réel sur ces axes est encore minime comparé au reste des échanges mondiaux. De plus, le développement d'un itinéraire alternatif n'induira pas automatiquement une perte significative pour les corridors principaux actuels.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Renforcement des relations entre le Groenland et l'UE – Discours du Premier ministre groenlandais au Parlement Européen et participation à la Communauté politique européenne

Le Premier ministre du Groenland, Jens-Frederik Nielsen, a prononcé début octobre un discours devant le Parlement européen à Strasbourg — une première pour un chef de gouvernement groenlandais. Invité par la présidente du Parlement, Roberta Metsola, il a souligné l'importance du partenariat stratégique entre le Groenland et l'Union européenne (*High North News*, 9 octobre 2025).

Il a appelé à renforcer la coopération, notamment dans les matières premières critiques et les énergies renouvelables, domaines dans lesquels le Groenland détient un potentiel stratégique majeur.

Nielsen a exprimé sa gratitude envers l'UE pour son soutien lors des périodes de tension, notamment après les pressions américaines de l'ère Trump concernant un éventuel contrôle sur le Groenland.

Quelques jours auparavant, à Copenhague, Ursula von der Leyen avait souligné le souhait de la Commission européenne, qu'elle préside, d'approfondir la coopération avec le territoire autonome danois. Un souhait exprimé à son tour par le chef du gouvernement groenlandais, Jens-Frederik Nielsen, invité à participer au sommet de la Communauté politique européenne (CPE), qui réunissait les Vingt-Sept et une vingtaine d'États européens non membres de l'UE.

Lors de ce sommet organisé par le Danemark, Ursula von der Leyen en a profité pour rappeler que le « soutien financier » prévu par l'UE pour le Groenland allait doubler (*Sermitsiaq*, 2 octobre 2025). Une allusion au montant de 530 millions d'euros que la Commission à l'intention de lui accorder dans le cadre du prochain budget à long terme de l'Union (pour la période 2028-2034).

Cela fait écho aux nombreuses visites de délégations européennes (institutions européennes ou États-Membres) au Groenland cet été illustrant l'intérêt stratégique de l'île pour l'Europe.

L'effritement des conférences Arctic Circle (16-18 octobre 2025) ?

Alors que depuis le blocage du Conseil de l'Arctique, les conférences ont cherché à jouer un rôle plus important dans la diplomatie et coopération arctique, celles-ci ont été critiquées à la fois par les États Arctiques dénonçant leur opportunisme (voir bulletin d'octobre 2023 par exemple), et de plus en plus par les chercheurs.

La chercheuse Mia Bennett a livré dans un billet pour son blog un compte-rendu désabusé de la dernière édition de la conférence *Arctic Circle*, grand rendez-vous annuel de la gouvernance et de la diplomatie arctiques organisé à Reykjavik (Cryopolitics, 21 octobre 2025).

Pour elle, l'*Arctic Circle Assembly 2025* illustre l'essoufflement diplomatique du grand forum arctique : absentéisme des grandes puissances, plénières convenues, déconnexion

avec les enjeux actuels. Ce sont les sessions autochtones qui ont offert les analyses les plus lucides, réaffirmant une souveraineté relationnelle et écologique. Pour elle, le contraste entre les discours officiels et la parole des peuples du Nord souligne la crise de légitimité des forums globaux face à la montée des voix locales.

L'autrice ouvre sur une image symbolique : un panneau publicitaire de la conférence « *Arctic Circle – All welcome !* » juxtaposé à une affiche d'un concert Harry Potter au même lieu, le centre Harpa de Reykjavik. Cette juxtaposition incarne le caractère performatif et mondain du sommet : beaucoup de communication, peu d'action concrète.

Les plénières ont suscité l'ennui et parfois la gêne, comme avec un incident entre l'ex-président islandais Ólafur Ragnar Grímsson et la diplomate norvégienne Maria Varteressian, ou encore l'absence notable de délégations américaine, russe (conflit, *shutdown*, guerre en Ukraine) et chinoise (présence réduite).

Autrefois centrée sur le climat et les ressources, la conférence semble dépassée. Le thème sécuritaire (OTAN–Russie) s'est banalisé : c'est le « nouveau normal ». Les grands invités d'autrefois (Ban Ki-moon, John Kerry) ont disparu. Les plénières manquent d'actualité : aucune sur les terres rares, les minéraux critiques ou la crise de la recherche climatique.

La chercheuse suggère de repenser les priorités et la structure du programme : donner la parole aux chercheurs, ingénieurs, jeunes artistes et scientifiques qui abordent la transformation du Nord de façon novatrice.

Débats sur l'utilité du Conseil de l'Arctique – Le Conseil de l'Arctique est-il devenu inutile ou a-t-il « simplement » besoin d'une réforme ?

Dans son dernier ouvrage, le chercheur Klaus Dodds affirme que le Conseil de l'Arctique comme plateforme politique a pris fin. Pour lui, ni les États-Unis ni la Russie n'ont plus aucun intérêt à s'investir dans le forum (*Unfrozen*, Mia Bennett et Klaus Dodds, 21 octobre 2025).

Dans une tribune pour *Arctic Today*, une chercheuse et une diplomate états-uniennes Marisol Maddox et Julia Nesheiwat (ex-conseillère à la sécurité intérieure du président des États-Unis) plaident au contraire pour un besoin de réforme du CA (*Arctic Today*, 15 octobre 2025). Les autrices répondent à des critiques affirmant que « *les États-Unis n'ont pas besoin du Conseil de l'Arctique* » et que celui-ci serait « *fini* ». Elles rejettent ces propos et défendent l'importance de cette institution multilatérale, en soulignant qu'elle doit être réformée, non abandonnée.

Pour elles, l'Initiative sur les feux de forêts (2023), dirigée par la Norvège et le Gwich'in Council International, illustre la capacité du Conseil à réagir à de nouveaux défis régionaux, malgré la dégradation des relations politiques (notamment depuis la guerre en Ukraine). Alors que l'Arctique n'est plus une « zone de paix », le Conseil a continué de fonctionner partiellement, car les États arctiques comprennent l'importance de maintenir des canaux de dialogue. Par exemple, l'AMAP (programme de surveillance et d'évaluation arctique) a publié en 2025 trois rapports conjoints Russie–États-Unis–Norvège sur le climat, les microplastiques et la radioactivité. Les autrices estiment que la disparition du Conseil créerait un vide dangereux, propice à l'influence accrue d'acteurs extérieurs (notamment la Chine).

D'un autre côté, lors de la conférence *Arctic Circle*, Kenneth Høegh, président des hauts fonctionnaires arctiques du Conseil de l'Arctique pour le Royaume du Danemark, a insisté sur le fait que « *Le Conseil de l'Arctique est toujours bien vivant et dynamique* » (*High North News*, 19 octobre 2025). Après l'invasion russe, les sept autres États arctiques avaient suspendu les travaux du Conseil jusqu'à ce que la Norvège puisse reprendre la présidence à la Russie — une transition qualifiée de « travail diplomatique d'orfèvre ». Depuis, les contacts ne se faisaient plus que par écrit, jusqu'à l'année dernière, quand le Conseil a décidé de relancer les groupes de travail sous forme virtuelle. Gunn-Britt Retter, cheffe de l'unité

arctique et environnementale du Conseil Saami, se réjouit que les peuples autochtones de l'Arctique puissent à nouveau se rencontrer en personne, y compris avec la Russie.

Un infléchissement états-unien dans la diplomatie multilatérale arctique ? Déclaration des États-Unis sur l'utilité du CA

Le site du Conseil de l'Arctique a publié un entretien avec George Noll, nouveau Haut fonctionnaire arctique pour les États-Unis (*Senior Arctic Official* – SAO, auprès du Conseil de l'Arctique. Arctic Council, 2 octobre 2025).

George Noll travaille au Département d'État américain depuis 28 ans, avec des expériences dans différents États arctiques (Norvège, Moscou pendant 3 ans). Il a aussi travaillé en Allemagne et en Corée du Sud, en lien avec des instituts de recherche polaire.

À propos d'une question sur ses priorités en tant que SAO des États-Unis, il a répondu prudemment « *Mes priorités sont celles que le président me fixe* ». La première priorité est pour lui la sécurité, la deuxième priorité est le développement économique. La troisième priorité consiste à examiner le fonctionnement du Conseil de l'Arctique pour voir comment nous pourrions peut-être le moderniser, sans développer ce point.

Questions militaires, industrielles et technologiques

Le CSIS propose un suivi interactif des activités militaires arctiques

Le site du Center for Strategic and International Studies (CSIS) met à disposition une base de données actualisée des activités et incidents militaires, destinée aux experts, aux décideurs et au monde académique : l'« *Arctic Military Activity Tracker* ».

Cette page propose une carte permettant de visualiser les activités militaires observées dans la région arctique, en mettant l'accent sur sept types d'événements : les exercices et entraînements, les déploiements, les essais de missiles, les incidents navals, les survols, les opérations de défense aérienne et les missions de police du ciel. L'ensemble de ces activités est réparti en quatre groupes : les activités de l'OTAN et de ses alliés, celles de la Russie, celles de la Chine, ainsi que les activités conjointes entre la Chine et la Russie.

Associé à chaque carte, le site propose également un tableau présentant une liste régulièrement mise à jour de ces événements. Le classement s'effectue par ordre chronologique, du plus récent jusqu'à l'année 2020. Ce tableau permet de connaître les dates précises des activités, leur localisation, le type d'événement, la nature des moyens ou des forces impliqués, les pays participants, les sources d'information, ainsi que quelques renseignements additionnels. Il est également possible d'utiliser des fonctions de recherche et de filtrage pour explorer la base de données.

Cette base ne couvre pas l'ensemble des activités et exercices menés dans la région arctique par des forces de sécurité : les exercices des garde-côtes n'y figurent pas.

Les infrastructures militaires canadiennes face aux répercussions du réchauffement climatique

Les menaces militaires ainsi que les menaces hybrides, telles que les cyberattaques, les investissements, les partenariats et les ingérences, ne constituent pas les seuls enjeux auxquels les défenses nord-américaines doivent faire face. Les effets du réchauffement climatique représentent non seulement un risque accru pour les populations civiles, mais aussi une série de défis grandissants pour les Forces armées canadiennes.

L'Observatoire de la politique et de la sécurité de l'Arctique (OPSA) a récemment publié une note de recherche de Magali Vullierme consacrée aux **risques environnementaux auxquels sont exposées les bases (para)militaires. L'étude met en évidence trois menaces principales : le dégel du pergélisol, l'érosion côtière et les inondations**, des phénomènes étroitement liés qui s'aggravent mutuellement. Après avoir classé ces risques selon leur intensité, **56 sites ont été recensés et analysés afin de déterminer la nature et le degré de vulnérabilité de chacun**. Il en ressort que l'Ouest canadien est particulièrement exposé, et que la gravité des risques varie considérablement d'un site à l'autre. La note ne détaille pas l'ensemble des cas, mais en présente quatre des plus importants à titre d'exemple.

Un autre aspect essentiel à considérer concerne **l'état des infrastructures** sur le terrain. Celles **des Forces armées canadiennes dans l'Arctique sont vieillissantes : leur âge moyen est de 45 ans, et 81 % ont plus de 30 ans.** Malgré l'annonce d'investissements importants, les choix budgétaires intègrent encore insuffisamment les risques environnementaux à venir. Pourtant, 75 % des répondants reconnaissent que les changements climatiques pourraient compromettre les opérations et accélérer la dégradation des installations. Ce manque d'anticipation pourrait avoir de graves conséquences, rendant certains sites stratégiques inutilisables. La Station des Forces canadiennes Alert, qui assure l'entretien des infrastructures de renseignement ainsi que le soutien aux opérations militaires et aux missions de recherche et sauvetage, ou encore la base de Yellowknife, essentielle aux capacités de projection et de ravitaillement dans le Nord, figurent parmi les plus vulnérables.

La note conclut qu'il est urgent pour le ministère de la Défense nationale du Canada d'investir dans la maintenance de ses sites, en intégrant pleinement les impacts des changements climatiques à ses politiques et à ses opérations.

Eutelsat et Tusass étendent leur partenariat stratégique pour apporter une connectivité résiliente au Groenland

Tusass, l'opérateur national de services de télécommunications du Groenland, a signé un accord stratégique pluriannuel visant à déployer la constellation OneWeb d'Eutelsat en orbite basse (LEO) au Groenland. Ce partenariat élargi devrait permettre la fourniture de communications sécurisées et résilientes sur le vaste territoire isolé du pays. Grâce à ce partenariat, Tusass s'appuiera sur le réseau OneWeb d'Eutelsat pour répondre à un large éventail de besoins de connectivité, de l'accès haut débit aux infrastructures critiques, notamment pour les services maritimes, de mobilité et d'urgence. Ce déploiement permet à Tusass d'atteindre ses objectifs stratégiques en matière d'inclusion numérique, d'intégration des infrastructures et de capacité souveraine au Groenland. Les satellites OneWeb d'Eutelsat opèrent en orbite polaire, permettant une couverture fluide des hautes latitudes et garantissant une connectivité haut débit et à faible latence dans les conditions arctiques (ArcticToday.com, 1er octobre 2025).

Nouvelle station de détection de la radioactivité inaugurée au Svalbard

La Norvège renforce son réseau de surveillance de l'air en ouvrant, à partir du 1er octobre au Svalbard, une nouvelle station exploitée par l'Autorité norvégienne de la sûreté radiologique et nucléaire (DSA). Conçue pour détecter les isotopes d'origine humaine, elle renforcera la capacité du pays à faire face aux urgences nucléaires dans le nord. Située à Ny-Ålesund, soit à environ 1 200 km du site d'essais nucléaires russes de Novaya Zemlya, cette station joue un rôle clé dans la surveillance des risques radioactifs affectant le Haut-Arctique (*The Barents Observer*).

Bien que les niveaux de radioactivité soient actuellement faibles, la région a longtemps été exposée à diverses sources nucléaires, et les espaces arctiques russes sont particulière-

ment concernés : essais d'armes nucléaires atmosphériques, réacteurs abandonnés, déchets nucléaires et sous-marins nucléaires sabordés (soit près de 18 000 objets immergés). À ce passif s'ajoutent de nouvelles sources potentielles de rayonnements, comme plusieurs projets de centrales nucléaires ou la construction par la Russie d'équipements nucléaires supplémentaires, tels que des sous-marins et des brise-glaces. La surveillance de potentiels incidents nucléaires reste donc essentielle (*Arctic Monitoring and Assessment Programme*).

De nombreux acteurs arctiques se préoccupent des taux de radioactivité dans l'ensemble de l'Arctique. En mai dernier, l'*Arctic Monitoring and Assessment Programme* (AMAP) a publié une étude sur l'état de la radioactivité dans la région. Celle-ci confirme que les niveaux actuels sont faibles et ont diminué depuis la fin des essais nucléaires de la Guerre froide. Cependant, le rapport souligne plusieurs risques supplémentaires émergents, comme le fait que la disparition de la glace de mer prolonge les périodes d'eaux libres et accentue la turbulence, favorisant la remontée du radium et d'autres substances depuis les fonds marins, ou encore qu'un possible accident nucléaire, qu'il survienne à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Arctique, pourrait affecter toute la région. Cette question résonne particulièrement face aux récentes déclarations de Vladimir Poutine et Donald Trump évoquant de possibles reprises d'essais nucléaires (*Le Monde*).

Les drones ukrainiens frappent toujours plus loin dans l'Arctique russe

L'Ukraine effectue désormais régulièrement des frappes de longue portée contre des raffineries et des cibles militaires jusqu'à 1 000 km en territoire russe, certains drones atteignant même le cercle arctique, dont la base aérienne d'Olenya en 2024 et 2025. Le record de portée a été établi lorsqu'un drone a frappé le complexe radar « Voronezh-M » dans l'oblast d'Orenbourg, à quelque 1 800 km de la frontière ukrainienne. De plus, depuis août, l'Ukraine a présenté son nouveau missile de croisière FP-5 Flamingo, revendiquant une portée de 3 000 km, suffisante pour atteindre Novaya Zemlya. Le site d'essais nucléaires de Novaya Zemlya se trouve en effet à plus de 2 500 kilomètres au nord de l'Ukraine et représente la limite nord de ce que l'on peut atteindre dans la partie européenne de l'Arctique russe.

Ce développement rapide des drones de combat longue portée a donc conduit la Russie à déployer des filets de protection bien au-delà des zones jusque-là atteintes par ces engins. Google Earth a récemment mis à jour ses images de l'archipel, offrant une vue détaillée du sol depuis une source satellitaire en ligne non commerciale. Celles de Severny, datées du 14 août, révèlent que les trois rangées de réservoirs de carburant sont désormais protégées par des filets métalliques bleuâtres, ou « cope cages », destinés à empêcher les drones de provoquer des explosions et d'enflammer le carburant. Cet équipement avait déjà été observé sur d'autres installations militaires russes, notamment à la base aérienne d'Olenya, au sud de Mourmansk.

Des Ukrainiens possèdent une connaissance directe du site nucléaire de Severny pour y avoir travaillé dans le passé, alors même qu'il s'agit de l'une des villes militaires les plus secrètes de Russie. En effet, c'est une brigade minière ukrainienne qui, à l'époque soviétique, avait creusé les galeries utilisées pour les essais souterrains de bombes nucléaires entre 1964 et 1990. À l'heure actuelle, toutes les activités à Severny sont supervisées par la 12e Direction principale du ministère de la Défense qui, à Novaya Zemlya, coopère avec les concepteurs d'armes nucléaires de Rosatom, la société d'État qui produit le plutonium et l'uranium hautement enrichi de qualité militaire de la Russie (*The Barents Observer*).

Publications des instituts de recherche

Fonte sans précédent des glaciers au Svalbard

L'archipel norvégien du Svalbard est l'un des endroits les plus touchés par le réchauffement climatique, avec une hausse des températures encore plus élevée que dans le reste de l'Arctique. Une étude récemment publiée par des chercheurs norvégiens montre que l'été 2024 s'est avéré être la pire saison de fonte jamais observée sur place. Les glaciers représentent 53 % de la surface terrestre du Svalbard, mais **en seulement six semaines, l'archipel a perdu environ 1 % de sa glace totale. Cette quantité massive est presque équivalente aux pertes du Groenland sur la même période, alors que ce dernier est environ cinquante fois plus grand.** L'équipe de glaciologie de l'Institut polaire norvégien indique que cette perte est si importante que **la fonte de glace au Svalbard en 2024 « *a représenté 10 % de la contribution de tous les glaciers du monde à l'élévation du niveau de la mer* »**.

Ce type de chaleur est encore très rare dans le climat actuel, mais cet ***événement*** sert de prévision pour la fonte future des glaciers dans l'Arctique, offrant un aperçu des conditions possibles d'ici la fin du XXIe siècle (*The Barents Observer*).

La Chine comme potentiel levier d'équilibre en Arctique ?

Un article **publié** par la **RAND Corporation** propose l'idée que les États-Unis et l'Europe auraient à gagner à se rapprocher de la Chine sur les questions arctiques afin de briser la dynamique de bloc présentée par la Russie.

Cette dernière revendique de manière plus agressive sa souveraineté sur une vaste partie de l'espace arctique et refuse une approche plus internationalisée du Grand Nord hormis pour les investissements, position qui tend à diverger des **aspirations polaires de la Chine.** Le principe serait donc, pour les pays occidentaux, de jouer sur ces divergences en incluant davantage **Pékin** dans les projets arctiques afin de fragiliser cette polarisation imposée par Moscou, mais aussi de favoriser l'internationalisation de l'Arctique.

Le fait est que les ***positions et arguments*** de cet article restent ***vagues et contestables***. Il avance notamment que la Chine se serait positionnée comme un partenaire essentiel de la Russie après l'effondrement de la coopération occidentale avec Moscou, une affirmation qui mérite d'être nuancée, car la relation comprend aussi des points de divergence. Une baisse ***des investissements chinois dans l'Arctique russe*** est également notable depuis le début des sanctions occidentales (voir également le bulletin d'octobre 2025 n°66 sur les nuances à apporter au partenariat sino-russe). De plus, cette publication soutient également qu'un Arctique plus internationalisé permettrait de renforcer la ***souveraineté des États*** et la ***primauté du droit***, présentant cela comme une évidence sans toutefois argumenter le lien de cause à effet, alors même que les pays arctiques tendent à refuser cette internationalisation précisément au nom de la préservation de leur souveraineté.

Trafic maritime – Sécurité maritime

Le porte-conteneurs chinois *Istanbul Bridge* atteint le Royaume-Uni par la route arctique en un temps record de 20 jours. Le *PC Istanbul Bridge* est arrivé au terminal maritime de Felixstowe, le plus grand du Royaume-Uni, dans l'après-midi du 13 octobre. Le navire *Panamax* a effectué ce voyage de 7 500 milles nautiques depuis la Chine, via la RMN, en seulement 20 jours. Un voyage comparable par le canal de Suez mesure 11 000 milles nautiques et dure généralement entre 40 et 50 jours. Le voyage de l'*Istanbul Bridge* est le

premier service de ligne reliant l'Asie et l'Europe via l'Arctique, avec escale dans plusieurs ports chinois et européens. Sealegend, l'opérateur du *PC Istanbul Bridge*, baptise ce nouveau service *China-Europe Arctic Express*. L'entreprise a posé les bases de cette ligne avec l'acquisition du porte-conteneurs doté d'une coque glace légère l'année dernière. Chargé de 4 843 conteneurs, le porte-conteneurs a quitté Ningbo-Zhoushan le 22 septembre. Il a franchi la route maritime du Nord de la Russie en seulement 5 jours à une vitesse moyenne de 17 nœuds. En cette fin de saison estivale, la banquise est encore très mince le long de la principale voie de navigation arctique. Le navire n'a bénéficié d'aucune escorte de brise-glace et a navigué de manière autonome sur toute la longueur de la route. Après l'escale de Felixstowe, le transporteur poursuivra sa route vers Rotterdam, Hambourg et Gdansk. **Si l'*Istanbul Bridge* a largement retenu l'attention des médias ces dernières semaines, il n'est pas le seul transporteur de conteneurs à explorer les eaux arctiques. Au moins trois autres transporteurs de conteneurs étaient actifs sur cette ligne au même moment**. La RMN russe a établi un nouveau record d'activité de porte-conteneurs cet été, dépassant les 20 transits. Le premier transit complet d'un porte-conteneurs a eu lieu il y a seulement sept ans, en août 2018, lorsque l'opérateur Maersk a envoyé le *PC Venta Maersk*, petit feeder de classe glace 1C affecté à la ligne Vladivostok-Saint-Pétersbourg. Bien que la route reste très spécialisée – en 2024, elle a enregistré 17 transits de navires (8 voyages reliaient la Chine à la Russie, 6 la Russie à la Chine et 3 étaient des liaisons entre ports russes) contre 13 000 pour le canal de Suez – un certain nombre d'entreprises ont continuellement étendu leurs opérations dans l'Arctique. NewNew Shipping, un autre opérateur chinois de porte-conteneurs, compte 5 navires opérant dans la région cet été, dans le but de dépasser le record de l'année dernière de 13 traversées dans l'Arctique. Le transport de conteneurs via l'Arctique pourrait connaître un essor conséquent en 2026. Après avoir réalisé le tout premier voyage Arctic Express de Ningbo-Zhoushan à Felixstowe, l'opérateur chinois Sealegend prévoit d'effectuer 16 voyages via l'Arctique l'année prochaine. Mais pour l'instant, encore aucun PC à coque glace dédié (Shuttle) n'est en construction pour assurer un service tout au long de l'année (gCaptain.com, 13 octobre 2025 ; gCaptain.com, 21 octobre 2025 ; gCaptain.com, 27 octobre 2025 ; Main Results of NSR Transit Navigation in 2024 – Centre for High North Logistics, Novembre 2024).

La Russie et la Chine finalisent un accord pour développer et commercialiser conjointement le transport maritime arctique le long de la route maritime du Nord. L'accord a été signé fin octobre à Harbin, en Chine, entre le directeur de Rosatom, Alexeï Likhachev, et le ministre chinois des Transports, Liu Wei. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre d'un comité conjoint de coopération sur la route maritime du Nord, créé l'année dernière. Les opérateurs chinois ont été parmi les premiers à exploiter le raccourci arctique émergent reliant l'Asie à l'Europe. L'opérateur basé à Hong Kong vise à établir un service régulier Chine-Europe, Arctic Express, pendant les mois d'été, lorsque la route est généralement libre de glace de mer (gCaptain.com, 21 octobre 2025).

La route arctique russe. Une étude récente publiée dans *Nature Communications* par Pengjun Zhao, Yunlin Li, Caixia Zhang et leurs coauteurs examine comment l'ouverture des routes maritimes arctiques est appelée à transformer non seulement le trafic maritime mondial, mais aussi les émissions mondiales de carbone. L'augmentation du trafic sur les routes maritimes polaires conduirait à une croissance des émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport maritime de 8.2% d'ici 2100. L'Asie du Nord-Est, l'Europe du Nord et l'Amérique du Nord connaitraient des augmentations particulièrement importantes des émissions en raison du réacheminement des flux maritimes (ArcticToday.com, 9 octobre 2025).

L'activité autour d'Arctic LNG 2 se poursuit. Dix mois après l'arrivée au pouvoir de Trump, le projet russe Arctic LNG 2 continue de prendre de l'ampleur, la Maison-Blanche n'ayant annoncé aucune nouvelle sanction contre le secteur. Un fabricant chinois, qui fournissait auparavant des modules GNL à la Russie, cherche désormais à être retiré de la liste des

sanctions. L'usine PJOE a assemblé et livré des modules GNL clés pour le projet Arctic LNG 2 de Novatek. Les États-Unis ont autorisé le projet en novembre 2023 et interdit l'exportation de technologie et de modules GNL vers la Russie. L'unique Arc7 *LNGC Christophe de Margerie* continue d'emprunter la RMN, avec quelques tankers LNG Arc4. Il y a eu 19 chargements au terminal Arctic LNG2 d'Utrenniy, 11 déchargements au terminal chinois de Beihai en seulement huit semaines, et 24 rechargements dans les stockeurs FSU Saam et Koryak. Les livraisons du projet Arctic LNG 2, toujours approuvé par la Commission européenne, continuent également d'affluer sans entrave vers la Chine. Chaque chargement représente environ 70 000 tonnes de GNL, d'une valeur d'environ 50 millions de dollars chacune. Ni les États-Unis ni l'UE n'ont annoncé, dans leur dernière série de sanctions, de mesures contre le terminal de Beihai ou son propriétaire, PipeChina (Bloomberg.com, 24 octobre 2025 ; HighNorthNews.com, 27 octobre 2025).

La Chine rejoint la flotte fantôme russe avec le tout premier transfert de GNL de navire à navire (STS) au large de la Malaisie le 18 octobre 2025. Des images satellite et des données AIS suggèrent que le transfert a eu lieu entre le *Perle* (17 0471 m³) et le *CCH Gas* (145 000 m³). Cette décision marque une nouvelle étape dans les efforts déployés par la Russie pour échapper à la surveillance et aux sanctions occidentales concernant ses exportations d'énergie. Le *Perle* transportait du GNL de l'usine de Portovaya, propriété de Gazprom, en mer Baltique. Les États-Unis ont sanctionné l'usine en janvier 2025 et Gazprom n'a depuis trouvé aucun acheteur étranger pour son gaz. Le transfert a eu lieu à environ 50 milles nautiques au large de la côte est de la Malaisie. Alors que Moscou a mené des centaines d'opérations STS dans les eaux abritées norvégiennes et russes, le transfert au large de la Malaisie est probablement la première fois que deux méthaniers tentent de le faire avec leurs transpondeurs AIS éteints. Il y a deux mois, la Russie a commencé à expédier des cargaisons du terminal Arctic LNG 2 de Novatek, sous sanctions, vers le terminal de Beihai, dans le sud de la Chine (gCaptain.com, 20 octobre 2025 ; gCaptain.com, 20 octobre 2025 ; Bloomberg.com, 27 octobre 2025 ; Angi.ru, 27 octobre 2025).

L'UE et les États-Unis adoptent de nouvelles mesures restrictives contre le secteur énergétique russe. L'UE vient d'inclure pour la première fois le GNL russe dans son 19e paquet de sanctions, les États-Unis se concentrant sur le secteur pétrolier, ciblant les géants pétroliers Rosneft et Lukoil. Cette nouvelle survient près de quatre ans après le début de la guerre en Ukraine et après que l'Union européenne ait dépensé 73 milliards d'euros pour l'achat de GNL russe. L'interdiction du GNL marque une escalade majeure dans la stratégie de sanctions de l'Europe. Contrairement à l'administration Biden, la Maison Blanche de Trump n'a pas réussi à maintenir la pression des sanctions contre le projet russe Arctic LNG 2 et les acheteurs chinois émergents. Des entreprises publiques chinoises, dont Sinopec, ont annulé certains achats de brut russe transporté par voie maritime après que les États-Unis ont mis sur liste noire Rosneft PJSC et Lukoil PJSC. Le texte contient également une clause de suspension autorisant les importations temporaires en provenance de Russie en période de perturbations menaçant la sécurité d'approvisionnement, ce qui répond aux préoccupations exprimées par plusieurs États membres. Les contrats LNG à court terme expireront après six mois et les contrats à long terme expireront le 1er janvier 2027. Sur la liste figurent également Nayara Energy Limited, l'opérateur de la deuxième plus grande raffinerie de l'Inde, ainsi que les négociants en pétrole Alghaf Marine DMCC et Wissol Commodities des Émirats arabes unis. L'Inde est devenue le plus gros acheteur de brut russe transporté par voie maritime à prix réduit à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par Moscou en 2022. Rosneft et Lukoil ont fourni ensemble environ 60 % du pétrole russe acheté par l'Inde. Reliance Industries, société privée et principal acheteur indien de pétrole brut russe, prévoit de réduire ou de cesser ses importations de pétrole russe, notamment en interrompant ses achats dans le cadre de son important accord à long terme avec Rosneft. Le remplacement par du brut au prix du marché entraînerait une augmentation de la facture d'importation de moins de 2 %. **Le paquet de sanctions UE porte également sur la flotte fantôme de l'UE qui compte maintenant 557 navires** (HighNorthNews.com,

21 octobre 2025 ; Reuters.com, 23 octobre 2025 ; TheBarentsObserver.com, 23 octobre 2025 ; HighNorthNews.com, 23 octobre 2025 ; TheBarentsObserver.com, 15 octobre 2025 ; gCaptain.com, 23 octobre 2025 ; Neftgaz.ru, 23 octobre 2025).

L'Union européenne a imposé des restrictions au chantier navale russe Zvezda dans le cadre de son 19e paquet de sanctions. Il est précisé qu'une interdiction totale est imposée sur toutes les transactions, la fourniture de soutien technique, financier, de courtage et d'assurance, ainsi que l'exportation de toutes technologies, équipements et composants de navires vers le chantier naval de Zvezda. Cela concerne notamment toutes les technologies de stockage des cuves GTT et leurs composants. Par ailleurs, à compter du 12 novembre 2025, les transactions avec cinq banques russes seront totalement interdites. Cette interdiction s'applique également aux transactions effectuées via le système de paiement Mir du Système national de cartes de paiement (NSPK) et le Système de paiement rapide (FPS) (PortNews.ru, 23 octobre 2025).

L**e cargo arctique néerlandais *Thamesborg* a été remis à flot.** Près de cinq semaines après avoir navigué dans le passage du Nord-Ouest arctique canadien, le cargo *Thamesborg* échoué sur un haut fond a été remis à flot avec succès. Le cargo de classe glace faisait route de la Chine vers l'est du Canada via les eaux polaires lorsqu'il s'est échoué sur un haut-fond le 6 septembre. Le 8 octobre, le brise-glace estonien *Botnica*, le remorqueur canadien *Beverly MI* et le cargo néerlandais *Silver Copenhagen* se sont tous approchés du *Thamesborg*. Le brise-glace canadien *Des Groseilliers*, de la Garde côtière canadienne, était également en alerte à proximité. Le navire a été remis à flot avec succès le 8 octobre, plus d'un mois après s'être échoué dans le détroit de Franklin, le long du passage du Nord-Ouest. Le voyage du *Thamesborg* de la Chine au Canada devait durer seulement trois à quatre semaines, via le raccourci arctique. Il a finalement duré plus de deux mois. Le cargo de Wagenborg a finalement atteint sa destination initiale, Baie-Comeau, dans l'est du Canada où il commencera à décharger sa cargaison restante. Après les opérations de déchargement, le navire subira des réparations dans un chantier naval à déterminer, a déclaré la compagnie après l'arrivée du navire au port. L'échouement et le renflouement se sont déroulés sans pollution ni blessés, a confirmé la Garde côtière canadienne dans sa dernière mise à jour sur l'incident (gCaptain.com, 7 octobre 2025, gCaptain.com, 9 octobre 2025 ; gCaptain.com, 22 octobre 2025 ; gCaptain.com, 27 octobre 2025).

La Finlande signe un protocole d'accord sur les brise-glaces destinés aux garde-côtes américains lors d'une visite à la Maison Blanche. Aux termes de cet accord, la Finlande construirait quatre brise-glaces moyens ASC (*Arctic Security Cutters*) pour les garde-côtes américains. Le chantier naval d'Helsinki, acquis par le canadien Davie Shipbuilding en 2023, ainsi que Rauma Marine Constructions, sont les chantiers qualifiés pour construire ces navires sur un délai de trois ans, avec livraison en 2028. Ces deux chantiers finlandais ont conclu des partenariats avec des partenaires américains et canadiens ces derniers mois. Les chantiers navals américains pourraient ensuite s'appuyer sur un transfert de technologie et l'expérience finlandaises pour construire jusqu'à sept navires supplémentaires. Davie Shipbuilding a récemment annoncé un investissement d'un milliard de dollars à Galveston au Texas pour un chantier de brise-glaces aux États-Unis, tandis que Bollinger Shipyards, basé à Houma en Louisiane, a annoncé un consortium avec les chantiers navals canadiens Seaspan et Rauma qui assurait la construction du brise-glace lourd PSC (*Polar Security Cutter*). Aker Arctic, leader finlandais de l'ingénierie et de la conception de brise-glaces, complète ce projet de coopération. L'accord s'appuie sur le Pacte ICE, un accord trilatéral entre les États-Unis, le Canada et la Finlande annoncé en juillet 2024 pour améliorer la production de brise-glaces polaires et renforcer la sécurité dans les régions polaires contestées. Au total, l'acquisition de 11 brise-glaces moyens devrait coûter 6,1 milliards de dollars. Les garde-côtes américains ont reçu environ 8,4 milliards de dollars de financement pour le renouvellement et l'expansion de leur flotte de brise-glaces dans le

cadre du projet de loi de dépenses (gCaptain.com, 9 octobre 2025 ; gCaptain.com, 9 octobre 2025 ; gCaptain.com, 9 octobre 2025 ; Korabel.ru, 9 octobre 2025 ; ArcticToday.com, 9 octobre 2025 ; gCaptain.com, 10 octobre 2025).

Le secrétaire américain à l'Intérieur, Doug Burgum, a évoqué le concept de stockage de GNL produit sur le versant nord de l'Alaska et de son expédition directe à partir de cette usine. Le transport du gaz nécessiterait d'abord sa liquéfaction via une installation d'exportation, dont la construction nécessiterait des milliards de dollars. Les conditions glaciales du versant nord rendraient probablement difficile la construction d'une usine de liquéfaction, même si Burgum a indiqué qu'il y a des mois qu'un passage à travers la glace est possible. Le projet de GNL en Alaska, en cours de développement, comprend un nouveau gazoduc d'environ 1 288 kilomètres de long qui acheminerait le gaz du versant nord vers une installation d'exportation à Nikiski, en Alaska, ainsi que vers la zone résidentielle d'Anchorage. L'usine aurait une capacité de 20 millions de tonnes par an (gCaptain.com, 24 octobre 2025).